



Lettre n° 205 du 5 septembre 2021

Pour imposer une véritable politique sanitaire et sociale contre la logique capitaliste, notre contrôle démocratique sur la marche de la société

En tant que socialistes, communistes, nous sommes de fervents partisans de la science, de la médecine et de la vaccination mais nous savons aussi que ni la science ni la médecine ni la vaccination n'échappent aux rapports de classes qui régissent cette société, aux rapports d'exploitation et d'oppression qui nourrissent de profondes injustices et inégalités en particulier face à la maladie et à une pandémie comme celle du Covid-19.

La campagne de vaccination du gouvernement vantée par tous les médias et experts, loin de s'inscrire dans une politique sanitaire démocratique, est avant tout une opération politicienne faite d'injonctions, de mises en cause dont il est bien difficile de masquer le contenu de classe, le mépris des dominants contre les classes populaires, la volonté de soumettre l'opinion. Un mépris et une arrogance qui ont trouvé leur réponse tout au long de l'été, cette semaine encore, dans les manifestations du samedi par-delà les confusions anti-vax et complotistes et les manœuvres politiciennes de l'extrême-droite.

Un triomphalisme cynique qui masque l'absence d'une véritable politique sanitaire

Emporté par sa propre propagande et l'élan de son chef, le gouvernement multiplie, en cette rentrée, les déclarations triomphales sur l'objectif des 50 millions de primo-vaccinés qui serait quasiment atteint, avec sous-entendue la promesse qu'une fois l'ensemble de la population vaccinée la vie d'avant reprendrait.

Auto persuasion, mensonge cynique.... Ce triomphalisme, hors de propos face à l'essor du variant Delta beaucoup plus contagieux comme à la menace d'autres variants, est dans la continuité de ses déclarations mensongères et contradictoires depuis le début de la pandémie. Mensonges sur les masques, les tests, l'obligation vaccinale, le pass sanitaire... un jour inutiles, le lendemain obligatoires !

La réalité, c'est une situation catastrophique, hors de contrôle, aux Antilles, en Polynésie et à la Réunion où le

variant Delta continue à faire des ravages... non pas à cause de réticences contre la vaccination mais de la misère, des inégalités sociales et des sous effectifs et sous-équipements hospitaliers.

En Métropole, si sous la contrainte le nombre de vaccinés a augmenté, la vaccination a en partie raté sa cible, les personnes les plus fragiles face au virus. Les injonctions gouvernementales ne peuvent masquer des décennies d'attaques contre le service public de santé. La persistance de déserts médicaux, les sous-effectifs empêchent un véritable suivi sanitaire préventif de l'ensemble de la population. Ce n'est pas par réticence qu'une partie des plus de 80 ans ne sont toujours pas vaccinés, mais à cause de leur isolement, de la difficulté de les maintenir dans le système de soins.

Les confinements comme le couvre-feu, ont aggravé la situation de tous ceux qui vivent dans la précarité, voire sans logement, sans papiers, sans couverture sociale, et accentué leur exclusion du système de santé. Et ce sont bien souvent des réseaux militants associatifs qui doivent mettre en œuvre le « *aller vers...* » préconisé par les épidémiologistes pour permettre de vacciner les plus exclus.

Le triomphalisme du gouvernement ignore tout autant les inquiétudes qui entourent la rentrée dans les écoles, collèges et lycées. Les propos rassurants de Blanquer ne peuvent masquer les 1880 suppressions de postes dans le second degré malgré l'augmentation des effectifs, ni les fermetures de classes dans les écoles de communes rurales malgré les promesses de moratoire faites aux maires, et encore moins le flou de protocoles décidés sans concertation et souvent inapplicables alors que la circulation du variant Delta va s'accélérer dans la jeunesse moins vaccinée...

Le gouvernement érige le vaccin en remède miracle pour pallier l'absence de véritable stratégie de santé publique. Dans ces conditions, prétendre que la vaccination massive de toute la population française permettrait d'en finir avec le virus est une illusion... voire un mensonge cynique.

La lutte contre le Covid-19, ne peut être dissociée de la situation sanitaire et sociale des populations dans lesquelles le virus circule et donc de la question sociale. Aussi fondamentale soit-elle, la vaccination n'est pas la solution miraculeuse qui pourrait tout régler en étant imposée de force aux populations. D'autant que le virus ne connaît pas les frontières et qu'il n'y aura pas de sortie de la pandémie en France ni en Europe indépendamment de la situation internationale.

Le pass sanitaire, une politique de surveillance sociale généralisée... inefficace contre la pandémie

Depuis le lundi 30 août, le pass sanitaire est devenu obligatoire pour plus de 2 millions de salariés en contact avec le public. C'est de fait une obligation vaccinale déguisée, tellement les contraintes s'accumulent sur les non-vaccinés : test anti-Covid tous les trois jours, fin de leur remboursement et surtout contrat de travail suspendu, sans salaire, pendant deux mois... ce qui est scandaleux et ne peut qu'aggraver la situation dans les services hospitaliers déjà en sous-effectif.

Face au Covid-19, le gouvernement n'a cessé de brandir de prétendues solutions miracles pour imposer ses mesures coercitives, confinements et couvre-feu, port du masque et maintenant vaccins et pass sanitaire. Macron, l'épidémiologiste autoproclamé, voudrait se donner la posture d'un chef omnipotent à huit mois de la présidentielle mais, en réalité, il n'est qu'au service d'une logique de classe, celle qui fait passer le droit d'une minorité à faire du profit avant l'intérêt général !

Incapable d'imposer la moindre contrainte aux patrons de l'industrie pharmaceutique, refusant de revenir sur les politiques qui ont détruit le service public de la santé, il a multiplié les incohérences dans la mise en œuvre de ses propres mesures.

Macron et le gouvernement voudraient se dédouaner de leur responsabilité en accusant celles et ceux qui refusent leurs mises en demeure et en prime détournent les questions sanitaires pour renforcer, dans la continuité des lois sécuritaires, une société de contrôle remettant en cause les droits sociaux et démocratiques et faire passer de nouvelles attaques comme les réformes du chômage et des retraites.

Ils ont le cynisme de rendre responsables de la situation les victimes de leur politique, quitte à manipuler les chiffres et à diffuser des informations fausses ou tronquées y compris sur la vaccination, qui ne font qu'alimenter la confusion comme les élucubrations des anti-vax.

Si nous sommes pour la vaccination qui préviendrait 98 % de la mortalité, 90 % des hospitalisations et permettrait de diminuer la circulation du virus, nous sommes convaincus que la méthode scientifique ne relève pas du ministère de la propagande et doit garder son indépendance critique tant vis à vis du pouvoir que du capital. Nous ne croyons pas au miracle et encore moins aux démagogues

du gouvernement qui voudraient, pour nous diviser, nous enfermer dans le piège manichéen pro-vax/anti-vax, réfuter par avance toutes interrogations légitimes et esquiver la discussion sur ses propres incohérences.

Une véritable politique sanitaire ne peut que s'inscrire dans la lutte contre les politiques qui ont ravagé le système de santé et contre la remise en cause des droits fondamentaux. Elle doit reposer sur l'information de tous, pour construire des rapports démocratiques de confiance, qui permettent à chacun de devenir, en lien avec un véritable service public de proximité, un acteur conscient de sa propre santé. Les enjeux de la crise sanitaire rejoignent en cela ceux de la crise sociale et politique, de la crise globale du capitalisme. Et ce sont ces enjeux qu'il est primordial de formuler pour que la légitime colère qui monte ne s'enlise pas dans la confusion du complotisme et puisse s'emparer d'une politique de classe, progressiste et démocratique.

Sans programme de mobilisation, des rendez-vous syndicaux sans avenir...

La confusion est d'autant plus grande que pas plus les partis de la gauche gouvernementale que les syndicats ne sont capables de formuler une perspective liant les enjeux de la crise sanitaire et l'ensemble des attaques sociales menées par le gouvernement, sa politique au service du capital.

L'intersyndicale réunie le 30 août s'est contentée de maintenir la journée d'action interprofessionnelle du 5 octobre pour « *les salaires, l'emploi, les retraites* » prévue depuis le début de l'été tout en acceptant de se rendre aux rendez-vous du premier ministre Castex pour discuter « *avenir des retraites* » !

Malgré des initiatives militantes locales pour que s'exprime sur le terrain de la contestation sociale le refus du pass sanitaire, pas plus la journée du 5 octobre que la journée du 23 septembre prévue dans l'Éducation nationale ne font le lien entre la politique de police sanitaire du gouvernement et l'ensemble des attaques à venir.

Même si elles peuvent être l'occasion d'exprimer notre colère, ces journées d'actions syndicales se succèdent sans lien, sans s'inscrire dans un plan d'ensemble pour reprendre l'offensive, laissant finalement au gouvernement les mains libres pour mener sa politique autoritaire de « *pass licenciement* ».

L'urgence est de construire une réponse de classe, une politique offensive qui mette en avant les besoins réels de l'ensemble de la population contre la soumission du gouvernement aux intérêts privés, à ce droit insupportable des capitalistes à tout sacrifier pour leurs profits.

Face à la pandémie, l'urgence est d'exiger la mise en place d'un véritable système de santé publique, regroupant hôpitaux, cliniques, médecine de proximité, industrie pharmaceutique. Cela veut dire exproprier Big Pharma, lever les brevets sur les vaccins, embaucher le personnel nécessaire avec le matériel suffisant. Dans les écoles, pour ralentir

tir le virus comme pour construire une véritable école de l'émancipation, l'urgence est d'embaucher massivement, de créer -alors qu'ils en suppriment- des dizaines de milliers de postes d'enseignants, de personnels administratifs, infirmier et médical, d'entretien, de vie scolaire. Face aux conséquences de la crise, l'urgence est de partager le travail et de garantir un salaire décent pour tous. Toutes ces exigences vitales impliquent d'imposer un monopole public bancaire pour en finir avec la domination de la finance qui parasite toute la vie sociale.

Pas de sortie de la pandémie sans une politique sanitaire démocratique à l'échelle du monde

Les annonces triomphales du gouvernement sont d'autant plus ridicules que seule une réponse mondiale coordonnée pourra mettre fin à la pandémie. Or les classes dominantes et leurs États en sont bien incapables de la même façon que face à la catastrophe climatique en cours ou au chaos économique mondialisé engendré par la concurrence et la course au profit.

A l'échelle du monde, la pandémie a fait 4 millions de morts reconnus officiellement, le triple selon l'OMS. La vaccination reste aujourd'hui un privilège des pays riches et le programme Covax censé aider les pays pauvres est un fiasco complet. Sur les 500 millions de doses des vaccins reçues par l'UE seules 4 millions avaient été redistribuées mi-juillet... Fin juillet, 71 % des adultes de l'UE avaient reçu au moins une dose, contre seulement 3 % de la population adulte africaine.

Cette situation ne peut que favoriser l'émergence de variants, plus contagieux, plus mortels, voire résistants aux vaccins, repoussant toujours plus une sortie de crise.

Pour permettre l'indispensable réponse mondiale, il faudrait augmenter la production mondiale des vaccins, en faire réellement un « *bien public mondial* », en levant leurs brevets et en réquisitionnant les capacités de pro-

duction au niveau mondial, ce qui implique d'imposer aux multinationales de faire passer l'intérêt général avant celui de leurs actionnaires. Il faudrait une véritable organisation mondiale de la santé, un service public mondial de la santé alors qu'aujourd'hui l'OMS est impuissante face aux États comme aux multinationales du médicament.

Tout au contraire, les États n'ont fait qu'imposer aux populations des mesures autoritaires, impuissantes à enrayer l'épidémie mais qui ont fait exploser les inégalités et préparé de nouvelles catastrophes sociales et sanitaires.

Cette gestion de classe, autoritaire est à l'image de l'incapacité des gouvernements à agir dans l'intérêt des populations face aux conséquences du cours de plus en plus chaotique du capitalisme; et aux multiples aspects pris par sa faillite globale, notamment l'accélération de la crise écologique.

Dérèglement climatique entraînant sécheresse et mégafeux d'un côté, précipitations surabondantes, inondations de l'autre ; dégradation des écosystèmes menaçant de nous faire entrer dans l'ère des pandémies... Face à ces dangers, il n'y a rien d'autre à attendre des classes dominantes qu'une fuite en avant autoritaire et sécuritaire pour sauvegarder et faire tourner jusqu'au bout la « *machine à profit* » qu'elles qu'en soient les conséquences pour les peuples et l'environnement.

Face à ces catastrophes sanitaires, écologiques, sociales annoncées, face à l'incurie des classes possédantes, il n'y aura d'autre issue que d'imposer notre contrôle démocratique sur la marche de la société pour la réorganiser démocratiquement et pour faire passer l'intérêt général avant les profits d'une minorité, c'est à-dire produire pour satisfaire les besoins sociaux démocratiquement définis dans le respect de notre environnement. Sans une radicale transformation de la façon de produire, d'échanger et de consommer, l'humanité ne viendra pas à bout des maux dont elle souffre, pas plus que des pandémies.

Bruno Bajou